Editorial

Régis MALET, Jürgen SCHRIEWER et
José-Luis WOLFS

La revue *Education comparée* a adopté depuis 2008 le format d'une revue scientifique internationale pouvant assurer la livraison de numéros et dossiers thématiques avec une périodicité de type semestriel.

Créée en 1973 par Michel Debeauvais, *Education comparée* a d'abord pris la forme d'un bulletin avant de se muer en un espace d'accueil des actes de colloques annuels de l'Association francophone d'Education comparée (AFEC). Elle a ainsi permis la diffusion dans l'espace francophone de la recherche en éducation comparée d'expression française.

Disposant depuis 2006 d'un numéro d'identification international (ISSN), la revue est désormais publiée par un éditeur universitaire ; les derniers numéros de la précédente série (n° 60, 61 & 62) ont été publiés avec le concours de cet éditeur universitaire belge depuis 2007, dans la double version papier et numérique.[1]

Pour prolonger encore cette dynamisation de la revue, l'AFEC a souhaité en faire un instrument privilégié de diffusion et de valorisation de la recherche comparative et internationale en éducation, dans l'espace francophone et au-delà ; convaincue comme l'était déjà Marc-Antoine Jullien, qui fut le premier dans le monde francophone à utiliser l'expression éducation comparée dès 1817 et à en jeter les bases, de la pertinence de la démarche comparative dans la production des savoirs scientifiques en matière d'éducation.

La revue a pour vocation, à ce titre, de promouvoir les travaux de recherche en éducation comparée et de capitaliser les connaissances produites dans ce champ. Cette ambition implique, soit que chaque article comporte en lui-même une dimension comparative (dans le

[1] Cinq numéros de la revue *Education Comparée* ont été publiés depuis 2007 et trois numéros sont en préparation pour 2009 et 2010 ; voir la liste complète des numéros disponibles en fin du présent volume.

temps et/ou dans l'espace), entre groupes humains, institutions ou contextes environnementaux…, soit que les différents articles d'un même numéro soient articulés autour d'une problématique, comportant une dimension comparative explicite, construite par le coordonnateur du dossier thématique.

Les numéros sont désormais définis autour d'un thème général et coordonnés par un ou plusieurs rédacteurs en chef invités, en liaison avec l'équipe rédactionnelle de la revue ; outre ces dossiers thématiques, la revue accueille aussi désormais des *articles hors-thème* (rubrique *Varia*) et des *Notes de Synthèse*, en liaison ou non avec le thème choisi. La rubrique *Varia* permet à l'équipe rédactionnelle d'intégrer des articles libres et des contributions de qualité qui débordent de la thématique retenue par le rédacteur en chef invité. La rubrique *Note de Synthèse* permettra de proposer régulièrement un état des lieux de l'évolution de la recherche internationale dans un domaine clairement circonscrit. Une rubrique *Parutions-Lectures* est également proposée, ainsi qu'une rubrique *Veille scientifique-Agenda.*

En mars 2009, la revue *Education Comparée* a été identifiée par l'AERES (Agence d'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur) comme revue reconnue pour chercheur publiant.

Les membres de l'AFEC, lecteurs et auteurs sont invités à soumettre des articles ayant trait à l'éducation comparée, dans leurs domaines de spécialisation respectifs.

Toute proposition de contribution doit énoncer clairement une problématique, décrire la méthodologie suivie, situer les conditions de la comparaison et présenter des résultats qui contribuent à l'avancement de la réflexion et des connaissances sur le sujet traité.

La qualité scientifique des numéros est garantie par un comité de rédaction, d'une part, et un comité scientifique, d'autre part, travaillant en étroite collaboration. Les propositions de contributions sont soumises à l'évaluation d'au moins deux membres du comité scientifique.

Ce deuxième numéro, intitulé « Le métier d'enseigner à l'épreuve des contextes », est coordonné par R. Malet.

Trois autres numéros sont à paraître en 2009 & 2010 :

N°3 : ***L'éducation comparée aujourd'hui. Théories et méthodes***
(coordonné par J. Resnik, Université de Jérusalem, J. Schriewer, Université von Humboldt de Berlin et A. Welch, Université de Sidney) ; à paraître en octobre 2009.

N°4 : ***L'interculturel en éducation. Nouveaux enjeux, nouveaux débats***
(coordonné par R. Malet, Université de Lille 3 et M. Soëtard, Université catholique de l'Ouest). A paraître en mars 2010.

N° 5 : ***Les politiques d'accountability***
(coordonné par V. Dupriez, Université catholique de Louvain et N. Mons, Université de Grenoble 2). A paraître en octobre 2010.

Présentation

Régis MALET

Le métier d'enseigner, entre régulation globale et dynamiques locales

Quelque diverses soient sa condition et son expression selon les contextes, le métier d'enseigner se dessine et se déploie invariablement en référence à des contenus d'enseignement, des publics, des environnements de travail et des formes d'intervention, dimensions qui sont par définition culturellement situées et mouvantes. Sur un plan global, l'Ecole, passée d'un enseignement élitiste à un enseignement de masse, confrontée à une diversification de ses publics et des contextes d'enseignement, à l'émergence d'une demande de participation sociale, a, dans la plupart des pays industrialisés, répondu à ces évolutions par des adaptations endogènes, dans une visée de gestion de l'hétérogénéité et de démocratisation qualitative.

Les effets conjugués de l'apparition de « nouveaux publics scolaires », des transformations multiformes des sociétés contemporaines confrontées à de nouveaux défis, en particulier à celui de l'insertion professionnelle des jeunes et de leur intégration dans une communauté politique, de l'élargissement de l'horizon de référence du travail scolaire du fait de l'accélération de la mondialisation de l'information et de la diffusion des savoirs, bousculent l'Ecole et ses enseignants dans leurs missions fondatrices et dans leurs pratiques quotidiennes.

Les transformations du métier d'enseigner tient aussi à des pressions exogènes, qui, sous l'effet de l'intégration dans des ensembles politiques et de la diffusion de principes organisationnels et de référentiels transnationaux communs en matière éducative, génèrent une certaine convergence des cadres formels de régulation de l'organisation scolaire et de l'activité enseignante. Dans la période récente, s'est greffée à des évolutions endogènes une nouvelle

contrainte pour les contextes culturo-nationaux : celle de réformer leurs systèmes scolaires afin de les rendre plus « compétitifs » au niveau international. Ce nouveau consensus éducatif, caractérisé par la colonisation des politiques éducatives par des impératifs économiques, donne pour mission à l'école le développement d'une main d'oeuvre compétente et flexible. Ces injonctions au changement qui s'exercent sur les mondes scolaires ont des origines, des objets et des contenus divers. Elles ne sont pas, bien qu'impulsées loin des classes, surplombantes par rapport aux pratiques elles-mêmes. Elles concernent aussi bien les objets d'enseignement, les curricula, l'organisation du travail éducatif et du temps scolaire, la gouvernance des établissements scolaires, en voie de devenir le cadre de référence privilégié de l'action éducative, de sa régulation et de son évaluation. En bref, ces évolutions affectent -au moins de façon programmatique- l'exercice du métier d'enseignant.

Les pressions qui pèsent sur l'école et les enseignants convergent sans doute, mais ne donnent pas lieu pour autant à une homogénéisation des pratiques, malgré la congruence des réformes adoptées, qui sont largement diffusées par les instances supranationales : déconcentration des espaces de décision, responsabilisation des individus et des organisations, recomposition des savoirs scolaires, professionnalisation des acteurs, décloisonnement des pratiques, déploiement de dispositifs d'évaluation des acteurs et des organisations. Les tendances observables globalement ne s'expriment pas avec la même intensité selon les contextes éducatifs et culturels, eu égard à des ressources et des contraintes locales et des acteurs éducatifs qui en assurent la médiation en contexte.

Au-delà d'une convergence internationale des politiques en direction des enseignants et des épiphénomènes apparents qu'elle recouvre, ces évolutions ne masquent-elles pas des réalités fortement dynamiques, observables dans les pratiques des enseignants ?

Investir dans une perspective internationale et comparative l'école et le métier d'enseigner comme lieux essentiels de médiation, s'intéresser aux forces plus ou moins en équilibre et aux pratiques des acteurs qui habitent l'espace scolaire, aussi bien qu'aux pressions et incitations qui le touchent, c'est percevoir autrement la statique et la dynamique scolaires sur lesquelles se sont épuisées des générations de

réformateurs. Approcher le travail d'interprétation qui accompagne les politiques en direction du monde scolaire et des enseignants implique de prendre en compte la diversité des positions et des pratiques des acteurs dans l'espace scolaire et d'approcher l'organisation scolaire elle-même en tant qu'elle s'inscrit dans un espace culturel, social et politique. En s'appuyant sur les contributions de chercheurs de divers horizons disciplinaires et nationaux, ce numéro d'*Education Comparée* veut contribuer à éclairer cette articulation complexe, pour saisir les dynamiques de la diversité éducative et culturelle qui s'expriment sur fond de globalisation éducationnelle.

Transformations, élargissements, interdépendances, mais aussi incertitudes : l'école – au sens large du terme – est devenue incertaine quant à sa mission de transmission culturelle, sous l'effet de la diversification des lieux et des instances de production de savoirs, d'une reconnaissance de la forme scolaire moins assurée et de la variabilité croissante des contextes éducatifs et des conditions d'exercice du métier d'enseignant. L'école se voit soumise à des tensions relatives à l'évolution des conceptions de la formation, et devient un moyen parmi d'autres de formation générale et professionnelle. La perte de ce monopole se situe là encore dans le cadre de l'internationalisation de la formation tout au long de la vie, dont l'école devient un élément. Ce changement est d'autant plus source de médiations en contexte scolaire qu'il interroge l'un des effets de la scolarisation : la sortie sans qualification du circuit scolaire, effet qui lui-même interroge les missions de l'école et les transformations qui la touchent.

L'école ne peut plus s'adosser à l'assurance sur laquelle elle s'est bâtie, celle d'une convergence entre la culture dont elle est porteuse et qui s'y élabore et les formes contemporaines d'intégration sociale et politique des individus. Les univers scolaires ne sont plus des univers clos et leur désenclavement est probablement à la mesure de celui des sujets qui y évoluent et y interagissent. En conséquence, l'expérience scolaire ne paraît plus de façon aussi assurée que dans le passé pouvoir être saisie en termes d'acculturation, autrement dit par l'examen d'une rencontre : celle d'une culture scolaire – délimitée et définie à travers des disciplines, des savoirs et des valeurs, des

normes, des finalités et des pratiques et des conditions communes de passation – et les individus qu'elle accueille. Cela supposerait d'une part un programme institutionnel qui relie son intervention sur les individus à des finalités sociales, civiques, éthiques et des pratiques reconnues de tous et invariablement déployées dans les différents contextes où se situe cette activité, et, d'autre part, c'est-à-dire du côté des élèves et des enseignants, cela supposerait une continuité fonctionnelle entre des positions sociales et institutionnelles et des rôles et des missions clairement circonscrits, sinon stabilisés.

Ce consensus n'est, aujourd'hui, plus assuré. Bien sûr, l'école demeure ce lieu de transmission de la culture ; bien sûr les disciplines organisent ces biens culturels que sont les savoirs scolaires, et ne sont au reste guère concurrencées en cela, en ce que toute forme de transmission de savoirs à l'école repose sur des principes de cohésion et de passation qui fondent les disciplines scolaires comme horizon des savoirs à transmettre. Mais ces mêmes savoirs scolaires sont désormais questionnés dans leur capacité à préparer les élèves à la vie sociale. Ils le sont du fait de l'évolution des pressions sociales qui s'exercent sur l'école ; ils le sont aussi, plus directement encore, sur le plan des prescriptions et des textes qui régissent l'offre d'éducation.

La recomposition contemporaine des savoirs scolaires perturbe sans aucun doute les solidarités établies entre les disciplines construites, les savoirs scolaires afférents et les savoirs sociaux. Les liens entre les savoirs savants et les savoirs enseignés à l'école se complexifient ; non moins complexes sont les liens qui peuvent se tisser entre les savoirs théoriques et les savoirs pratiques, entre savoirs scolaires et compétences sociales. La culture et les disciplines scolaires, ainsi fragilisées, sont en somme appelées à reconsidérer leur utilité sociale et à attester de leur légitimité, eu égard aux finalités démocratiques de l'enseignement et aux turbulences qui traversent les mondes éducatifs. Comment ces évolutions affectent-elles le métier d'enseignant dans différents contextes culturels et nationaux ?

La question de la transversalité des savoirs scolaires ainsi posée appelle son exploration dans les textes, dans les discours et dans les pratiques concrètes des enseignants. Entre les curricula formels, les contenus prescrits, produits d'une sélection et d'une hiérarchisation des objectifs internes à chaque discipline, et les curricula réels, déployés dans les écoles, de nombreuses médiations opèrent encore,

dans les établissements et dans les classes : en premier lieu le traitement des contenus, leur exposition et leurs modalités de passation. Comment ces évolutions et ces débats affectent-ils la forme scolaire, entendue comme organisation des lieux, de l'espace, du temps de l'enseignement ? Quel est le degré d'autonomie et d'initiative laissé aux enseignants dans les formes de passation de ces savoirs scolaires ?

L'ensemble de ces évolutions encourage encore à accorder une attention soutenue aux contextes éducatifs locaux tout en conduisant à interroger les ressorts et les processus culturels et politiques plus globaux qui encadrent ces déplacements. En effet, au-delà même des attentes parfois contradictoires dont ils font l'objet et des transformations qui encadrent leur activité, les enseignants font, sur les « terrains éducatifs », l'épreuve quotidienne d'une résistance croissante des élèves à la forme scolaire. Cette résistance est à la fois la conséquence d'une rentabilité sociale de l'école moins assurée et de la présence dans l'école et dans les classes de « nouveaux publics » qui entretiennent une proximité variable avec les savoirs scolaires, publics plus « difficiles », plus rétifs à la culture scolaire et à l'autorité.

Directement ou indirectement, dans leur classe ou dans leur établissement, les enseignants sont les premiers à être confrontés à ces évolutions. Devant de fait composer aujourd'hui avec des groupes d'élèves qui n'ont jamais été aussi hétérogènes, confrontés à une pluralité linguistique et culturelle dans les murs de l'école, les enseignants sont aujourd'hui appelés à assumer des missions complexes et se trouvent parfois écartelés, dans leur quotidien professionnel, entre les valeurs qui fondent et légitiment leur activité, et les injonctions d'individualisation et de rationalisation de leur action qui bouleversent les normes professionnelles construites et/ou héritées.

Ces tendances, observables sur un plan international, ont pour conséquence une double injonction adressée à l'école : la transmission d'un bien commun et l'accomplissement d'une égalité de droits, dans un idéal d'intégration, et dans le même temps la réalisation de l'individu dans ses potentialités, dans un projet concret de capitalisation de compétences et de participation sociale. L'école émancipatrice ferait progressivement place à une école « inclusive »,

se donnant pour finalité de préparer l'individu à prendre part à la société, et de le « réaliser » à la mesure de ses potentialités. A l'idéal abstrait d'émancipation se substituerait une ambition concrète de responsabilisation – individuelle et collective – et de participation sociale. La fragilisation de l'institution scolaire, qui s'expose sur ces différents plans, invite les chercheurs à déplacer leur regard de l'analyse des formes d'acculturation scolaire, conçues dans une perspective de prise ou de distribution de positions, de rôles et d'identités dans un espace social relativement homogène et introverti, pour le porter vers des pratiques et formes de construction de sens dans un espace devenu moins balisé sur le plan institutionnel et symbolique, et, du même coup, plus dynamique, si ce n'est indépendant d'un horizon de significations culturellement situé.

Aussi bien, le saisissement de ces dynamiques est-il appelé à être rapproché des contextes de médiation et de construction de sens par les acteurs scolaires eux-mêmes, par un examen des formes selon lesquelles les enseignants et les élèves composent et intègrent le sens de leurs pratiques, dans une articulation complexe et dynamique de différents niveaux de référence et d'influence.

Les auteurs qui ont participé à ce dossier thématique d'*Education Comparée* contribuent utilement à l'examen de ces questions et de ces enjeux de connaissance, en les mettant au travail selon divers contextes nationaux – Angleterre, Brésil, Canada, France, Grèce, Italie, Portugal – et dans divers contextes scolaires (écoles, collèges, lycées, établissements réputés plus ou moins difficiles, espaces éducatifs alternatifs, « camions-écoles », etc.).

Ils éclairent ces enjeux selon des perspectives disciplinaires variées. Comparatistes, didacticiens, historiens, psychologues, sociologues, ils contribuent, par leur point de vue disciplinaire et par leur ancrage culturel, à nourrir les réflexions et les débats contemporains sur le métier d'enseigner et sur la variété de ses formes et contextes d'expression, et plus largement sur les médiations à l'œuvre dans les univers scolaires, selon trois principaux angles thématiques : celui de la définition et de la transmission des savoirs scolaires, celui du lien social dans les contextes éducatifs/scolaires, celui, enfin, des réformes scolaires et des médiations professionnelles.